



E3C
Bureau d'études

Spécialisé dans l'aménagement et le développement rural en Champagne-Ardenne

DOMAINE D'INTERVENTIONS : Urbanisme & Paysage / Environnement / Maîtrise foncière & gestion du patrimoine / Cartographie

DÉPARTEMENT DE LA MARNE

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE SUIPPE ET VESLE



Élaboration Carte Communale de la commune de Sainte-Marie-à-Py

9 - AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

DOSSIER D'APPROBATION

Vu pour être annexé à notre arrêté
en date de ce jour :

Approuvée par délibération du conseil
communautaire en date du :

Châlons-en-Champagne, le :
Le Préfet

La Communauté de Communes
de Suippe et Vesle, le :
Le Président

Claude VIGNON
22, rue de la Suippe
51110 HEUTREGIVILLE

Le 06 avril 2016

A

**Madame CHOCARDELLE Brigitte, Maire de la Commune de
SAINTE MARIE A PY, représentante de l'autorité compétente responsable
du plan, Monsieur MAINSANT François, Président de la Communauté de
Communes de Suippe et Vesle**

**Compte rendu d'enquête publique sur le Projet
de l'Elaboration de la Carte Communale de la Commune de
SAINTE MARIE A PY**

**Copie à monsieur Le Préfet du département de la Marne de Châlons
en Champagne**

**Copie à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Châlons
en Champagne.**

**Copie à monsieur le Président de la Communauté de Communes de
Suippe et Vesle**

ENQUÊTE PUBLIQUE

**Compte rendu d'enquête publique sur le Projet
de l'Elaboration de la Carte Communale de la Commune de
SAINTE MARIE A PY**

RAPPORT DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Commissaire enquêteur
Monsieur Claude VIGNON

Le dossier du commissaire enquêteur concerne la demande déposée par
Madame CHOCARDELLE Brigitte, Maire de la Commune de SAINTE MARIE
A PY, représentante de l'autorité compétente responsable du plan, Monsieur
MAINSANT François, Président de la Communauté de Communes de Suipe et
Vesle pour l'élaboration de la carte communale de SAINTE MARIE A PY

ARTICULATION DU DOSSIER

1ere partie PRESENTATION GENERALE DE L'ENQUÊTE

- 1- Objet de l'enquête
- 2- Régime et cadre juridique
- 3- Composition du dossier

2^{ème} partie ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

- 1- Désignation du commissaire enquêteur
- 2- Modalités de l'enquête
- 3- Préparation de l'enquête
- 4- Visite des lieux
- 5- Entretien
- 6- Climat pendant l'enquête
- 7- Personnes Publiques Associées

3^{ème} partie ANALYSE ET OBSERVATIONS

CONCLUSION ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

PRESENTATION GENERALE DE L'ENQUÊTE

1-1 Objet de l'enquête:

L'enquête publique porte sur le projet de l'élaboration de la carte communale de SAINTE MARIE A PY, conformément à l'article L.124-1 du code de l'urbanisme, les communes qui ne sont pas dotées d'un plan local d'urbanisme peuvent élaborer, le cas échéant dans le cadre de groupements intercommunaux, une carte communale (précisant les modalités d'application des règles générales d'urbanisme prises en application de l'article L.111-1) permettant de suspendre la règle de constructibilité limitée. Ainsi les permis de construire sont délivrés sur le fondement du Règlement National d'Urbanisme défini par le code de l'urbanisme.

Actuellement la commune n'est couverte par aucun document d'urbanisme. Afin d'ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation, elle élabore celle-ci ; la loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 décembre 2000, modifiée par la loi Urbanisme et Habitat du 02 juillet 2003, lui donne le statut de document d'urbanisme à part entière.

Les statuts de la Communauté de Communes de Suipe et Vesle en date du 19 octobre 2015, stipule dans ses compétences obligatoires :

Aménagement de l'espace communautaire :

- Participation à la mise en place et à la gestion d'un pays et à l'élaboration d'une chartre intercommunale de développement et d'aménagement ;
- Elaboration, révision et gestion de schéma de Cohérence Territoriale et schéma de secteur ;
- Etudes relatives à l'aménagement et au développement des territoires ;
- Elaboration et suivi d'un plan local d'urbanisme intercommunal.

En conséquence l'arrêté n° 01/2016 du 06 janvier 2016 de la commune de SAINTE MARIE A PY est remplacé par l'arrêté n° 01/2016 du 22 janvier 2016 de la Communauté de Communes de Suipe et Vesle ; (Pièce n°1)

La délibération n°2008/25, prescription de la carte communale de SAINTE MARIE A PY en date du 08 juillet 2008 ; **(Pièce n°2)**

En application de l'article R 123-4 et R 123-5 du code de l'environnement, la demande de désignation d'un commissaire enquêteur pour enquête publique de l'élaboration de la carte communale par madame le Maire de SAINTE MARIE A PY auprès du Tribunal Administratif de Châlons en Champagne le 09 octobre 2015 ; **(Pièce n°3)**.

La décision n° E 15000205/51 du 21/12/2015 de madame BRISSON Christiane vice-présidente du Tribunal Administratif de Châlons en Champagne, désignant monsieur Claude VIGNON comme commissaire enquêteur titulaire et monsieur André VAN COMPERNOLLE, commissaire enquêteur suppléant. **(Pièce n°4)**

Procédure d'élaboration de la carte communale et évaluation environnementale :

Rattaché au bassin versant de l'Aisne, le territoire communal est traversé par la PY. Ce petit cours d'eau prend sa source près du village de SOMMEPY-Tahure, traverse la commune de SAINTE MARIE A PY d'Est en Ouest et conflue avec la Suippe à Dontrien après un parcours de 14,8 kilomètres ;

La commune appartient au SDAGE Seine-Normandie. En vertu des dispositions de l'article L.124-2 du code de l'urbanisme, le projet de Carte Communale doit être compatible avec ce dernier.

Il existe également un schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux approuvé le 16/12/2013, le Sage AISNE-Vesle-Suippe. Ce document de planification réglementaire définit les objectifs d'utilisation, de protection et de mise en valeur de la ressource en eau et des milieux aquatiques à l'échelle du bassin versant.

La commune abrite une ZNIEFF de type II pelouses et bois du camp militaire de Suippes et avoisine des zones NATURA 2000. A ce titre, il convient de protéger ces zones riches pour le développement de la biodiversité faunistique, floristique mais aussi écologique.

Une zone inondable est également répertoriée dans le village au niveau de la zone d'expansion des crues de la PY.

Une sensibilité forte et très forte d'inondation par remontée de nappe sur le village de SAINTE MARIE A PY est au nord-ouest du finage.

Transmission d'une demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale pour le projet de carte communale de SAINTE MARIE A PY à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

Réponse :

N'a pas à faire l'objet d'une évaluation environnementale par décision prise par monsieur le Préfet de la région Champagne-Ardenne, en sa qualité d'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, en application de l'article R.121-14-1 du code de l'urbanisme. (Pièce n°5)

1-2 Régime et cadre juridique:

- Vu la délibération n°25/2008 en date du 08 juillet 2008 de la commune de SAINTE MARIE A PY ;
- Vu la décision E15000205/51 du 21/12/2015 de madame la Vice Présidente du Tribunal Administratif de Châlons en Champagne désignant monsieur Claude VIGNON en qualité de commissaire enquêteur titulaire et monsieur André VAN COMPERNOLLE en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;
- Vu l'arrêté n° 2016/01 du 22 janvier 2016 du Président de la Communauté de Communes de Suippe et Vesle prescrivant l'enquête publique sur le projet de carte communale de la commune de SAINTE MARIE A PY ;
- Vu la loi solidarité et renouvellement urbain du 13 décembre 2000 et la loi urbanisme et habitat du 02 juillet 2003 ;
- Vu la loi portant engagement national pour l'environnement dite « Grenelle II » du 12 juillet 2010 ;

- Vu le décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011, portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
- Vu la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 juillet 2010 ;
- Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 (loi ALUR) ;
- Vu les articles L 110, L 121-1, L 111-1-1 et L 111-1-4 du code de l'urbanisme ;
- Vu les articles L 126-1 et R 126-1 du code de l'urbanisme ;
- Vu les articles L 124 et suivants du code de l'urbanisme ;
- Vu les articles R 124-1, R 124-2, R 124-3, R 124-4 et R 124-6 du code de l'urbanisme ;
- Vu l'article L 131-2 du code de l'urbanisme ;
- Vu l'article L 132-2 du code de l'urbanisme ;
- Vu les articles L 122-4 et L 123-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu les articles R 123-4 et R 123-5 du code de l'environnement ;
- Vu l'article R 123-18 du code de l'environnement ;
- Vu l'article L 371-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'article L 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

1-3 Composition du dossier:

Le projet de l'élaboration de la carte communale a pour objectif :

- Augmenter et pérenniser le nombre d'habitants en accueillant de nouvelles familles ;
- Maîtriser son urbanisation et de la développer de façon modérée en privilégiant une urbanisation en lien avec le bâti existant, tout en souhaitant poursuivre la légère dynamique démographique observée ;
- Se doter d'un document d'urbanisme : la mise en place de la carte communale va surtout permettre de clarifier toute future autorisation d'urbanisme à l'avenir sur la commune et d'empêcher un développement anarchique qui n'aurait aucun lien avec le tissu urbain existant. Il ne s'agit donc pas de dégager de nombreux terrains constructibles mais plutôt d'offrir des opportunités constructibles.

2- ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

2-1 Désignation du commissaire enquêteur :

La décision n° E 15000205/51 du 21/12/2015 de madame BRISSON Christiane vice-présidente du Tribunal Administratif de Châlons en Champagne, désignant monsieur Claude VIGNON comme commissaire enquêteur titulaire et monsieur André VAN COMPERNOLLE, commissaire enquêteur suppléant.

2-2 Modalités de l'enquête :

L'enquête a été ouverte le 18 février 2016, date à laquelle les dossiers peuvent être consultés dans la mairie de SAINTE MARIE A PY.

Le registre d'enquête conformément à l'article R.123-13 du code de l'environnement a été ouvert, coté et paraphé par le commissaire enquêteur le 18 février 2016. Il a été mis à la disposition du public pendant trente jours (30) consécutifs, du 18 février 2016 au 18 mars 2016 inclus.

Le commissaire enquêteur a assuré quatre (4) permanences en mairie de SAINTE MARIE A PY

Mairie de SAINTE MARIE A PY

- | | |
|-----------------------------|------------------|
| - Le jeudi 18 février 2016 | de 09H00 à 11H00 |
| - Le samedi 27 février 2016 | de 09H00 à 12H00 |
| - Le mardi 08 mars 2016 | de 15H00 à 17H00 |
| - Le vendredi 18 mars 2016 | de 15H00 à 17H00 |

Par ailleurs, le dossier de l'enquête était consultable, en dehors de ces permanences, à la mairie de SAINTE MARIE A PY aux heures habituelles d'ouverture de ces services.

2-3 Préparation de l'enquête:

J'ai pris connaissance du dossier prescrivant l'élaboration de la carte communale :

- Un rapport de présentation ;
- Le plan de zonage de la commune au 10000° ;
- Un plan de zonage au 2000° ;
- La liste des servitudes d'utilité publique ;
- Le plan des servitudes d'utilité publique au 10000° ;
- Le plan de zonage, réseaux et autres informations au 2000° ;
- Les annexes : les plans d'alignement ;
- L'avis des personnes publiques associées ;
- Un registre d'enquête
- La délibération n°2008/25, prescription de la carte communale de SAINTE MARIE A PY en date du 08 juillet 2008 ;
- L'arrêté n° 2016/01, prescrivant l'enquête publique sur le projet de la carte communale de SAINTE MARIE A PY en date du 22 janvier 2016 ;
- Les nouveaux statuts de la Communauté de Communes de Suipe et Vesle ;
- La définition des périmètres de protection du captage destiné à l'alimentation en eau potable de la commune ;
- Les copies des avis d'enquête publique insérés dans la presse
- La photocopie de l'avis d'enquête publique sur le projet de carte communale affichée dans le tableau officiel de la mairie.

2-4 Visite des lieux:

Le 06 janvier 2016, en mairie de SAINTE MARIE A PY, j'ai rencontré madame CHOCARDELLE Brigitte, Maire de la commune. Elle m'a fait l'historique de ce dossier d'élaboration de la carte communale, dont je me suis fait préciser les divers aspects juridiques, administratifs et techniques.

Les objectifs de la commune sont les suivants :

- Augmenter et pérenniser le nombre d'habitants en accueillant de nouvelles familles ;
- Maîtriser son urbanisation et de la développer de façon modérée en privilégiant une urbanisation en lien avec le bâti existant, tout en souhaitant poursuivre la légère dynamique démographique observée ;

- Se doter d'un document d'urbanisme : la mise en place de la carte communale va surtout permettre de clarifier toute future autorisation d'urbanisme à l'avenir sur la commune et d'empêcher un développement anarchique qui n'aurait aucun lien avec le tissu urbain existant. Il ne s'agit donc pas de dégager de nombreux terrains constructibles mais plutôt d'offrir des opportunités constructibles.

A l'issue de notre entretien, monsieur Alain CAILLET, maire adjoint, m'a fait une visite complète de la commune.

2-5 Entretien :

J'ai vérifié l'affichage de l'avis d'enquête dans le tableau d'affichage de la commune de SAINTE MARIE A PY (**Pièce n°6**)

Deux (2) insertions doivent paraître dans la presse du département de la Marne :

- a) quinze (15) jours avant le début de l'enquête ;
- b) huit (8) jours après le début de l'enquête. (**annonces jointes pièces n°7**)

Je joins le compte rendu de la réunion de concertation préalable prévue par l'article R.123-9 du code de l'environnement. Un exemplaire a été remis à madame CHOCARDELLE Brigitte, maire de SAINTE MARIE A PY et un autre inséré dans le dossier mairie samedi 27 février 2016. (**Pièce n°8**)

2-6 Climat pendant l'enquête :

- J'ai reçu une personne dans un climat détendu et convivial. Cette personne m'a exposé sa requête et son désir, je me suis fait un devoir de la renseigner.

2-7 Personnes Publiques associées :

- La Direction Départementale des Territoires, Service Economie Agricole et Développement Rural, secrétariat de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers de la Marne ;
- La Chambre d'Agriculture de la Marne ;
- Le Centre Régional de la Propriété Forestière de Champagne-Ardenne ;
- La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

3 ANALYSE ET OBSERVATIONS.

L'enquête a été ouverte le 18 février 2016, date à laquelle les dossiers peuvent être consultés dans la mairie de SAINTE MARIE A PY.

Le registre d'enquête a été ouvert, coté et paraphé par le commissaire enquêteur le 18 février 2016. Il a été mis à la disposition du public pendant trente jours (30) consécutifs, du 18 février 2016 au 18 mars 2016 inclus.

Le commissaire enquêteur a assuré quatre(4) permanences en mairie de SAINTE MARIE A PY

Mairie de SAINTE MARIE A PY

- | | |
|-----------------------------|------------------|
| - Le jeudi 18 février 2016 | de 09H00 à 11H00 |
| - Le samedi 27 février 2016 | de 09H00 à 12H00 |
| - Le mardi 08 mars 2016 | de 15H00 à 17H00 |
| - Le vendredi 18 mars 2016 | de 15H00 à 17H00 |

Par ailleurs, le dossier de l'enquête était consultable, en dehors de ces permanences, à la mairie de SAINTE MARIE A PY aux heures habituelles d'ouverture de ces services.

PERMANENCE DU JEUDI 18 FEVRIER 2016.

J'ai été accueilli à ma permanence par madame CHOCARDELLE Brigitte, Maire de la commune.

Aucune autre visite, ni déposition écrite sur le registre d'enquête publique.

PERMANENCE DU SAMEDI 27 FEVRIER 2016.

J'ai été accueilli à ma permanence par madame TRIQUENOT Jacqueline, Maire adjoint de la commune.

Aucune autre visite, ni déposition écrite sur le registre d'enquête publique.

PERMANENCE DU MARDI 08 MARS 2016.

A mon arrivée à la permanence, j'ai eu connaissance du courrier de la Direction Départementale des Territoires, service urbanisme en date du 02 mars 2016, arrivé en mairie de SAINTE MARIE A PY le 07 mars 2016, concernant l'article L 132-2 du code de l'urbanisme.

Il fait suite à l'approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie modifié (SDAGE) le 01 décembre 2015, du plan de gestion de risque inondation du bassin Seine-Normandie (PGRI) le 07 décembre 2015, du plan régional de cohérence écologique de Champagne-Ardenne (SRCE) le 08 décembre 2015, ainsi qu'à la mise à jour de la note méthodologique régionale sur « l'intégration de l'enjeu zones humides dans les documents d'urbanisme en Champagne-Ardenne » et des cartographies régionales non exhaustives recensant les zones humides. (Pièce N°9)

J'ai téléphoné à madame Bénédicte COLIN du bureau d'études E3C SAFER, qui n'était pas détentrice de ce document. Après quelques échanges, j'ai sollicité cette dernière pour obtenir la cartographie des zones humides et à dominance humides de la commune à ma prochaine permanence.

J'ai demandé madame Brigitte CHOCARDELLE, maire de la commune d'envoyer le courrier concernant l'article L 132-2 du code de l'urbanisme à son bureau d'études en charge de l'élaboration de la carte communale.

Il est impératif que le document d'urbanisme soit compatible avec le schéma départemental d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie (SDAGE).

Les collectivités ont l'obligation réglementaire d'identifier et de protéger les zones humides présentes sur leur territoire lors de l'élaboration ou de la révision d'un document d'urbanisme.

Aucune visite, ni déposition écrite sur le registre d'enquête publique.

PERMANENCE DU VENDREDI 18 MARS 2016

J'ai été accueilli à ma permanence par madame CHOCARDELLE Brigitte, Maire de la commune.

J'ai pris connaissance du mail de madame Bénédicte COLIN du bureau d'études E3C SAFER en date du 15 mars 2016, suite à notre entretien lors de ma permanence du mardi 08 mars 2016 qui stipule :

Je cite ses propos « Pour faire court, en ce qui concerne l'additif du porter à connaissance et plus particulièrement les zones humides ;

Après entretien avec la DDT ce jour suite à mes questions : étant donné que l'enquête publique est en cours ou terminée il n'est pas possible d'en tenir compte pour ces deux cartes communales. (Pièce n° 10)

- J'ai eu confirmation de la Direction Départementale des Territoires de la teneur de ces propos.

J'ai également examiné les cartographies des zones humides.

J'ai reçu madame Agnès DUJARDIN née THIEBAUT demeurant 32b, rue du Mont Thierçon à Sommepy Tahure 51600, me demandant le zonage de ses parcelles C 275 et C 276 dans la carte communale.

Ma réponse :

Les parcelles C 275 et C 276 sont classées en zones inondables sur le plan de zonage, réseaux et autres informations au 2000^e, elles ne sont donc pas constructibles.

Dans le rapport de présentation, page 49, il est précisé en 1.5.1 Risque Naturel et Technologique, une zone inondable est également répertoriée dans le village au niveau de la zone d'expansion des crues de la Py.

Aucune déposition écrite sur le registre d'enquête publique.

Teneur du procès verbal de synthèse : (Pièce n° 11 jointe au dossier)

J'ai remis le procès verbal de synthèse le vendredi 25 mars 2016 à madame CHOCARDELLE, Maire de la commune. Nous avons commenté ce dernier.

Vous disposez d'un délai de quinze jours pour produire vos observations éventuelles.

Réponse de madame CHOCARDELLE, maire de SAINTE MARIE A PY en date du 29 mars 2016 au procès verbal de synthèse concernant la carte communale de sa commune. (Pièce n° 12)

CONCLUSION ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR:

- Le conseil municipal de la commune de SAINTE MARIE A PY porte sur le projet de l'élaboration de la carte communale de la commune, conformément à l'article L.124-1 du code de l'urbanisme, les communes qui ne sont pas dotées d'un plan local d'urbanisme peuvent élaborer, le cas échéant dans le cadre de groupements intercommunaux, une carte communale (précisant les modalités d'application des règles générales d'urbanisme prises en application de l'article L.111-1) permettant de suspendre la règle de constructibilité limitée. Ainsi les permis de construire sont délivrés sur le fondement du Règlement National d'Urbanisme défini par le code de l'urbanisme.

La délibération n°2008/25, Prescription de la carte communale de SAINTE MARIE A PY en date du 08 juillet 2008 ;

L'arrêté n° 2016/01, prescrivant l'enquête publique sur le projet de la carte communale de SAINTE MARIE A PY en date du 22 janvier 2016 ;

- J'ai reçu 01 personne dans un climat détendu et convivial. Cette personne m'a exposé sa requête. Je me suis fait un devoir de la renseigner.

AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

L'élaboration de la carte communale de SAINTE MARIE A PY ne semble pas soulever de protestations majeures de la part de la population.

La question posée lors de mes permanences ne remet pas en cause, le bien fondé de cette enquête publique.

Les avis favorables des personnes associées

- La Direction Départementale des Territoires, Service Economie Agricole et Développement Rural, secrétariat de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers de la Marne ;
- La Chambre d'Agriculture de la Marne ;
- Le Centre Régional de la Propriété Forestière de Champagne-Ardenne ;
- La Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.

Le courrier de madame CHOCARDELLE Brigitte en date du 29 mars 2016 qui stipule : Suite au procès-verbal de synthèse reçu le vendredi 25/03/2016, la commune de Sainte Marie à Py prend note que la cartographie des zones humides ou dominante humides n'a pas été prise en compte étant donné que l'enquête publique était en cours lors de la restitution des documents.

Par contre, les zones citées seront exploitées lors de l'élaboration du PLUI réalisé par la Communauté de Communes de Suipe et Vesle.

J'émet donc un avis favorable à l'élaboration de la carte communale de la commune de SAINTE MARIE A PY.

Heutréguville, le 06 avril 2016

VIGNON Claude
Commissaire Enquêteur



REPUBLIQUE FRANÇAISE
PREFECTURE DE LA MARNE

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE SUIPE ET VESLE

COMMUNE DE SAINTE-MARIE-A-PY

REGISTRE D'ENQUETE PUBLIQUE

N°/ (si plusieurs registres ont dû être ouverts sur une même commune)

- ☐ Plan Local d'Urbanisme (PLU)
- ☒ Carte Communale
- ☐ Autres dossiers impactant l'environnement
- ☐ Dossier loi sur l'eau

**Relatif à l'élaboration de la
carte communale de Sainte-Marie-à-Py**



Objet de l'enquête :

Elaboration de la carte communale de Sainte-Marie-à-Py.....

Arrêté d'ouverture d'enquête :

N° 01/2016 en date du 22 janvier 2016

- ☒ Arrêté du président de la communauté de communes de Suippe et Vesle
☐ Arrêté du maire de
☐ Arrêté du préfet de la Marne

**Commissaire – enquêteur :**

M. VIGNON Claude

Commission d'enquête :

Président	Mme, M.	Qualité
Titulaire(s)	Mme, M.	Qualité
	Mme, M.	Qualité
	Mme, M.	Qualité
	Mme, M.	Qualité
Suppléant(s)	Mme, M.	Qualité
	Mme, M.	Qualité
	Mme, M.	Qualité

Durée de l'enquête : 30 jours ouverte du 18 février 2016 au 18 mars 2016Siège de l'enquête : **Mairie de Sainte Marie-à-Py**Autres lieux de consultation du dossier : **Néant****Registre d'enquête :**

comportant 20 feuillets et 30 pages non mobiles, cotés et paraphés par le Commissaire enquêteur, destiné à recevoir les observations du public ; ces dernières peuvent aussi être adressées par écrit au nom du commissaire à la mairie siège de l'enquête.

Rapport et conclusions du Commissaire Enquêteur :

sont tenus à la disposition du public dès leur réception à la mairie de Sainte-Marie-à-Py et à la Préfecture de la Marne ou dans les directions départementales concernées.

Réception du public par le Commissaire Enquêteur :

Le Jeudi 18 février 2016	de9h00..... à11h00.....	deh..... àh.....
Le Samedi 27 février 2016	de9h00..... à12h00.....	deh..... àh.....
Le Mardi 8 mars 2016	de15h00..... à17h00.....	deh..... àh.....
Le Vendredi 18 mars	de15h00..... à17h00.....	deh..... àh.....
Le	deh..... àh.....	deh..... àh.....
Le	deh..... àh.....	deh..... àh.....

Une réunion publique ☐ a été ☒ n'a pas été organisée par le commissaire

OBSERVATIONS DU PUBLIC

pour prendre en considération vos remarques, consignez-les sur le présent registre ou adressez-vous directement au commissaire-enquêteur.

Jeudi 18 Février 2016 (09H00 - 11H00)

Aucune déposition écrite sur le registre d'enquête
publique pendant la permanence

VIGNON Claude
Commissaire Enquêteur

Samedi 27 Février 2016 (09H00 - 12H00)

Aucune déposition écrite sur le registre d'enquête
publique pendant la permanence

VIGNON Claude
Commissaire Enquêteur

Vendredi 08 mars 2016 (15H00 - 17H00)

Aucune déposition écrite sur le registre d'enquête
publique pendant la permanence

VIGNON Claude
Commissaire Enquêteur

Vendredi 18 mars 2016 (15H00 - 17H00)

Aucune déposition écrite sur le registre d'enquête
publique pendant la permanence

VIGNON Claude
Commissaire Enquêteur

FEUILLET DE CLÔTURE

Je soussigné(e), François MAINSANT, Président de la communauté de communes, déclare avoir mis à disposition du public, dans la commune de SAINTE-MARIE-A-PY le registre durant la période d'enquête et transmis sans délai le dit registre au commissaire enquêteur, le 18 / 04 / 2016.

☒ En main propre

☐ par voie postale à son adresse personnelle

Signature président

François Mainsant

Les observations consignées au(x) registre(s) sont au nombre de : ZERO

En outre, j'ai reçu lettres ou notes écrites qui sont annexées au(x) présent(s) registre(s) :

1 - lettre de datée du

2 - lettre de datée du

3 - lettre de datée du

4 - lettre de datée du

5 - lettre de datée du

6 - lettre de datée du

Autres pièces « pertinentes » parvenues après clôture de l'enquête : Neant

Dossier : 12 pièces jointes.

Le à

le délai d'enquête étant expiré, je soussigné(e) Monsieur VIGNON Claude déclare clos le(s) registre(s) qui a (ont) été mis à disposition du public pendant 30 jours consécutifs, du 18 / 04 / 2016 au 18 / 05 / 2016

Le présent registre ainsi que les 12 pièces qui y sont annexées et le dossier d'enquête sont adressés par mes soins le 06 / 04 / 2016 à Monsieur madame

☒ Le Maire de Sainte Marie A Py

☒ Le Président de la Communauté de Communes

☒ Le préfet des Ardennes

de Suipp et Vesle

VIGNON Claude
Commissaire Enquêteur

Signature commissaire,

SUSPENSION / ENQUÊTE COMPLÉMENTAIRE

☐ **SUSPENSION**

L'enquête fait l'objet d'une suspension le / / pour
une durée de soit jusqu'à sa reprise le
..... / /

Un second registre sera ouvert pour la période de reprise de l'enquête

☐ **ENQUÊTE COMPLÉMENTAIRE**

L'enquête fait l'objet d'une enquête complémentaire (si les dates sont
connues) du / / pour une durée de
..... soit jusqu'à sa reprise le / /

Un second registre sera ouvert pour la période de reprise de l'enquête

Sélection de textes légaux et réglementaires en annexe, à titre d'information. Des évolutions législatives et réglementaires peuvent être intervenues depuis la reproduction de ce registre. Il convient de vérifier l'actualisation et la validité des textes en question.



ARRETE N°2016/01

**PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE SUR LE PROJET
DE CARTE COMMUNALE DE LA COMMUNE
DE SAINTE MARIE APY**

Le Président de la Communauté de Communes de Suipe et Vesle ;

Vu les articles L 123-1 et suivants et R 123-1 et suivants du code de l'environnement,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L 124-2 et R 124-6,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 08 juillet 2008 décidant l'élaboration d'une carte communale,

Vu l'arrêté en date du 21 décembre 2015 Monsieur le Président du Tribunal Administratif de CHALONS EN CHAMPAGNE désignant Monsieur VIGNON Claude en qualité de commissaire enquêteur,

Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique.

ARRETE

Article 1 :

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de carte communale de la commune de SAINTE MARIE A PY pour une durée de trente et un jours

Article 2 :

L'autorité compétente responsable du plan est Monsieur MAINSANT François, Président de la Communauté de communes, après accord de la commune de Sainte Marie à Py. Madame CHOCARDELLE Brigitte, Maire de la commune, est nommé représente auprès de qui des informations peuvent être demandée.

Les caractéristiques principales de la carte communale sont les suivantes : définir les zones constructibles et non constructibles de la commune.

Au terme de l'enquête publique, le conseil municipal approuvera la carte communale par délibération et le préfet par arrêté préfectoral.

Article 3 :

Monsieur VIGNON Claude domicilié à HEUTREGIVILLE (Marne) exerçant la profession d'Officier Armée de l'Air en retraite a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal Administratif.

Article 4 :

Le dossier de projet de carte communale et les pièces qui l'accompagnent, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la mairie de SAINTE MARIE A PY pendant une durée de 30 jours aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie du 18 février 2016 au 18 mars 2016 inclus. Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur.

Article 5 :

Le commissaire enquêteur recevra à la mairie de SAINTE MARIE A PY les
Jeudi 18 février de 9 h à 11 h – samedi 27 février de 9 h à 12 h – mardi 8 mars de 15 h à 17 h – vendredi 18 mars de 15 h à 17 h

Article 6 :

A l'expiration du délai d'enquête prévu à l'article 1, le registre sera clos par le commissaire enquêteur qui rendra au maire son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête publique. Il en adressera une copie au président du Tribunal Administratif.

Article 7 :

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée au Préfet de la Marne.

Ce rapport et ces conclusions seront tenus à la disposition du public à la préfecture de la Marne et à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 8 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Dans les mêmes conditions de durée et de validité, le maire procède à l'affichage du même avis à la mairie.

Article 9 :

Une copie du présent arrêté sera adressée au commissaire enquêteur et au préfet de la Marne.

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès du maire

Fait à Suippes, le 22 janvier 2016

Le Président,

François MAINSANT



DEPARTEMENT DE LA MARNE
ARRONDISSEMENT DE CHALONS EN CHAMPAGNE
CANTON D'ARGONNE SUIPPE ET VESLE

COMMUNE DE SAINTE MARIE A PY

**ARRETE PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE SUR LE PROJET
DE CARTE COMMUNALE DE LA COMMUNE
DE SAINTE MARIE APY**

N° 01 /2016

Le Maire de la Commune de SAINTE MARIE A PY,
VU les articles L 123-1 et suivants et R 123-1 et suivants du code de l'environnement,
VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L 124-2 et R 124-6
VU la délibération du conseil municipal en date du 08 juillet 2008 décidant l'élaboration d'une carte communale
VU l'arrêté en date du 21 décembre 2015 Monsieur le Président du Tribunal Administratif de CHALONS EN
CHAMPAGNE désignant Monsieur VIGNON Claude en qualité de commissaire enquêteur
VU les pièces du dossier soumis à enquête publique

ARRETE

Article 1 : il sera procédé à une enquête publique sur le projet de carte communale de la commune de SAINTE MARIE A PY pour une durée de trente et un jours

Article 2 : L'autorité compétente responsable du plan est Madame CHOCARDELLE Brigitte, Maire de la commune, auprès de qui des informations peuvent être demandée. Les caractéristiques principales de la carte communale sont les suivantes :

Au terme de l'enquête publique, le conseil municipal approuvera la carte communale par délibération et le préfet par arrêté préfectoral.

Article 3 : Monsieur VIGNON Claude domicilié à HEUTREGIVILLE (Marne) exerçant la profession d'Officier Armée de l'Air en retraite a été désigné en qualité de commissaire enquêteur par Monsieur le Président du Tribunal Administratif.

Article 4 : Le dossier de projet de carte communale et les pièces qui l'accompagnent, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur seront déposés à la mairie de SAINTE MARIE A PY pendant une durée de 31 jours aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie du 28 janvier 2016 au 27 février 2016 inclus.

Chacun pourra prendre connaissance du dossier et consigner éventuellement ses observations sur le registre d'enquête ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur.

Article 5 : Le commissaire enquêteur recevra à la mairie de SAINTE MARIE A PY les
jeudi 28 janvier de 9 h à 11 h – mardi 09 février de 15 h à 17 h – lundi 15 février de 15 h à 17 h – samedi 27 février de 9 h à 12 h

Article 6 : A l'expiration du délai d'enquête prévu à l'article 1, le registre sera clos par le commissaire enquêteur qui rendra au maire son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête publique. Il en adressera une copie au président du Tribunal Administratif.

Article 7 : Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée au Préfet de la Marne.

Ce rapport et ces conclusions seront tenus à la disposition du public à la préfecture de la Marne et à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 8 : Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Dans les mêmes conditions de durée et de validité, le maire procède à l'affichage du même avis à la mairie.

Article 9 : Une copie du présent arrêté sera adressée au commissaire enquêteur et au préfet de la Marne.
Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès du maire

Fait à Ste Marie à Py, le 06 janvier 2016

Le Maire,
B. CHOCARDELLE



*Certifié exécutoire compte tenu
De la publication effectuée
Le 06 janvier 2016*

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT
DE LA MARNE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

DE LA COMMUNE DE SAINTE MARIE-A-PY

SEANCE DU 8 JUILLET 2008

Nbre de Conseillers

L'an **deux mil HUIT**
et le **8 JUILLET**

En exercice : **10**

à 20 Heures 30, le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement
convoqué, en vertu de la convocation établie le **1^{er} juillet 2008**

Présents : **09**

s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses
séances, sous la présidence de **Mme CHOCARDELLE Brigitte, Maire.**

Votants : **09**

Présents : Mmes et Mrs les Conseillers en exercice à l'exception de :
- M. EVRARD Philippe, excusé

N° 2008/25

Mme SABOY Séverine a été nommée secrétaire de séance.

OBJET : PRESCRIPTION DE LA CARTE COMMUNALE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2121-29,
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L124-1 et suivants et R124-1 et suivants
Considérant que la Commune de SAINTE MARIE A PY ne dispose pas de Plan Local d'Urbanisme
Considérant que l'élaboration d'une carte communale aurait un intérêt pour l'aménagement, la
protection et la mise en valeur du territoire communal,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- DECIDE d'élaborer une carte communale sur l'ensemble du territoire communal
- DECIDE de charger un bureau d'études de la réalisation des études nécessaires à l'élaboration de la carte communale
- DECIDE de donner l'autorisation au maire afin de signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service nécessaire à l'élaboration de la carte communale
- DECIDE de solliciter de l'Etat et du Conseil Général une dotation pour aider à couvrir les frais matériels et d'études nécessaires à l'élaboration de la carte communale
- DECIDE d'inscrire au budget de l'exercice considéré les crédits nécessaires destinés au financement des dépenses afférentes à l'élaboration de la carte communale
- DECIDE que la présente délibération sera transmise :
 - au Préfet
 - aux présidents du Conseil Régional et du Conseil Général
 - au président de la Chambre d'Agriculture
 - au président de la Communauté de Communes de la Région de Suippes

La présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

Copie certifiée conforme à l'original.

Le Maire,

B. CHOCARDELLE

ACTE REÇU LE

11 JUL. 2008

**PRÉFECTURE DE LA MARNE
D. R. C. L.**

Acte rendu exécutoire
dépôt en Préfecture
le
et publication ou notification
le 09/07/2008



(Vie' n°3)

Sainte-Marie-A-Py

TA CHALONS EN CH
17 OCT 2015



Monsieur le Président
du Tribunal Administratif

25 rue du Lycée

51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

Sainte Marie à Py,
le 09 octobre 2015

OBJET : carte communale

PJ : 1 ~~annexe~~ dossier.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que la commune de SAINTE MARIE A PY a décidé de procéder à l'élaboration d'une carte communale.

En conséquence, en application des articles R 123-4 et R 123-5 du code de l'environnement, je sollicite de votre part la désignation d'un commissaire enquêteur pour l'enquête publique portant sur ce projet de carte communale qui pourrait se dérouler à compter 15 novembre 2015.

Les coordonnées du maître d'ouvrage sont : COMMUNE DE SAINTE MARIE A PY – Place Jean Louis Deville – 51600 SAINTE MARIE A PY.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma considération distinguée.



Place Jean Louis Deville 51600 Sainte Marie à Py ☎ : 03.26.66.82.11 Fax : 09.70.62.54.05
courriel : communesaintemarieapy@wanadoo.fr

portable de Mme le Maire : 06 79 82 42 22

REPUBLIQUE FRANCAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CHÂLONS-EN-
CHAMPAGNE

21/12/2015

N° E15000205 /51

LA VICE-PRESIDENTE
DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Décision désignation et provision

VU enregistrée le 17/12/15, la lettre par laquelle la maire de la commune de SAINTE MARIE A PY demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

l'élaboration de la carte communale de la commune de SAINTE MARIE A PY (Marne) dont le siège est en Mairie de SAINTE MARIE A PY (51600) Place Jean-Louis Deville ;

VU le code de l'environnement ;

VU la délégation du président du tribunal en date du 2 septembre 2015 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Claude VIGNON est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Monsieur André VAN COMPERNOLLE est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 3 : La commune de SAINTE MARIE A PY versera dans le délai de quinze jours, à la Caisse des dépôts et consignations - Direction du bancaire réglementé, gestion du fonds d'indemnisation des commissaires enquêteurs, 15, quai Anatole France 75700 Paris 07 SP - compte n° 40031 00001 0000279168 T 64, **une provision d'un montant de 500 euros. L'effectivité du versement de la provision conditionne celle du démarrage de l'enquête.**

ARTICLE 4 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 5 : L'indemnité due au commissaire enquêteur qui sera fixée par ordonnance du président du tribunal administratif de Châlons en Champagne est à la charge de la commune de SAINTE MARIE A PY.

ARTICLE 6 : La présente décision sera notifiée à la commune de SAINTE MARIE A PY, à Monsieur Claude VIGNON, à Monsieur André VAN COMPERNOLLE et à la Caisse des dépôts et consignations.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 21/12/2015

Pour expédition conforme
Châlons en Champagne, le 22 décembre 2015
Le greffier

La vice-présidente,


Evelyne PIOMBINI



signé
Christiane BRISSON

Conformément à l'article R. 123-25 du code de l'environnement, cette décision est exécutoire dès son prononcé, et peut être recouvrée contre les personnes privées ou publiques par les voies du droit commun.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

(Pièce n° 5)

PRÉFET DE LA RÉGION CHAMPAGNE-ARDENNE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Châlons-en-Champagne, le 17 SEP. 2015

Mission connaissance et
développement durable

Pôle développement durable -
évaluation environnementale

Madame le Maire,

Vous avez transmis une demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une évaluation environnementale pour le projet de carte communale de la commune de Sainte-Marie-à-Py.

Je vous prie de trouver ci-joint la décision prise par le préfet de la région Champagne-Ardenne, en sa qualité d'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement, en application de l'article R.121-14-1 du code de l'urbanisme.

Selon cette décision, votre projet de carte communale n'a pas à faire l'objet d'une évaluation environnementale. Une copie devra en être jointe au dossier d'enquête publique à laquelle votre projet sera soumis.

Une copie de l'arrêté ci-joint sera adressée, pour information, à la direction départementale des territoires de la Marne.

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'expression de ma considération distinguée.

La chef de la mission connaissance et
développement durable

Patricia CHOLLET

Madame le Maire
Mairie
Place Jean-Louis Deville
51600 SAINTE-MARIE-A-PY



La DREAL Champagne-Ardenne est certifiée ISO 9001 pour l'ensemble de ses activités et ISO 14001 pour le fonctionnement interne (écocertification), la gestion de projet en maîtrise d'ouvrage routière et le pilotage régional du réseau Natura 2000.

www.champagne-ardenne.developpement-durable.gouv.fr

Horaires d'ouverture : 8h30-12h00 / 13h30-17h00
Tél. : 03 51 41 62 00 – fax : 03 51 41 62 01
40 boulevard Anatole France – BP 80 556
51022 Châlons-en-Champagne cedex

PRÉFET DE LA RÉGION CHAMPAGNE-ARDENNE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

**Arrêté portant décision après examen au cas par cas
en application de l'article R.121-14 du code de l'urbanisme**

Le Préfet de la région Champagne-Ardenne,

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.121-10 à L.121-15, R.121-14 à R.121-18 ;

Vu la demande d'examen au cas par cas, relative au projet de carte communale de la commune de Sainte-Marie-à-Py (51), reçue le 3 août 2015 ;

Vu l'arrêté du préfet de la région Champagne-Ardenne du 10 avril 2015 portant délégation de signature à Madame Marie Lecuit-Proust, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne par intérim ;

Vu l'arrêté de la directrice régionale par intérim de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne du 9 juillet 2015 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale, en matière financière et en matière de gestion du personnel ;

Vu la consultation de l'agence régionale de santé et sa réponse en date du 5 août 2015 ;

Considérant que le projet d'élaboration de la carte communale de la commune de Sainte-Marie-à-Py est soumis à examen au cas par cas préalable à une évaluation environnementale, du fait de la présence, sur les communes limitrophes de Souin-Perthes-les-Hurlus et Sommepey-Tahure, de la zone spéciale de conservation « Savart du camp militaire de Suippes », d'une superficie de 7 957 hectares et sur la commune limitrophe de Saint-Hilaire-le-Grand, de la zone spéciale de conservation « Savart du camp militaire de Mourmelon » d'une superficie de 408 hectares ;

Considérant que la carte communale définit d'une part, une zone non constructible d'environ 2651,57 hectares, et d'autre part une zone constructible d'environ 24,43 hectares au sein de laquelle il existe un potentiel constructible de 1,45 hectare en extension et 0,50 hectare en dents creuses, et une zone constructible à vocation économique de 0,55 hectare ;

Considérant que les terrains rendus constructibles par le projet de carte communale sont situés en dehors de toute zone d'inventaire scientifique ou de protection réglementaire du milieu naturel, en continuité du tissu urbain existant ;

Considérant que, pour les terrains rendus constructibles en extension, une superficie de 0,47 hectare est actuellement cultivée, 0,41 hectare en friche, 0,34 hectare en pâture et qu'ils abritent un ancien équipement public sur une superficie de 0,20 hectares ;

Considérant que la commune est située en aval hydraulique des deux sites Natura 2000 ;

Considérant qu'au regard de la localisation des terrains ouverts à l'urbanisation et de leur faible superficie, le projet de carte communale n'est pas susceptible de remettre en cause les objectifs de conservation des zones spéciales de conservation « Savart du camp militaire de Suippes » et « Savart du camp militaire de Mourmelon » ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles, le projet n'est pas susceptible d'affecter de manière significative les sites Natura 2000 ;

ARRÊTE

Article 1er

Le projet de carte communale de Sainte-Marie-à-Py n'est pas soumis à la réalisation d'une évaluation environnementale en application de la section première du chapitre Ier du titre II du livre premier du code de l'urbanisme.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 121-14-1 du code de l'urbanisme, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne.

Fait à CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, le 17 SEP. 2015

Pour le préfet, par délégation, la directrice par intérim
Pour la directrice par intérim, par subdélégation,
la chef de la mission connaissance et développement
durable



Patricia CHOLLET

Voies et délais de recours

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à

Monsieur le préfet de région
Préfecture de région
1 cours d'Ormesson
51036 Châlons-en-Champagne Cedex

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie
Tour Sequoia
Tour Pascal A et B
92055 La Défense cedex

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou du rejet du recours administratif. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne
25 rue du Lycée
51036 Châlons-en-Champagne Cedex



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE SUIPE ET VESLE
COMMUNE DE SAINTE MARIE A PY

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE CARTE COMMUNALE

Par arrêté n°2016/01 en date du 22 JANVIER 2016 le président de la COMMUNAUTÉ DE SUIPE ET VESLE, après l'accord de la commune de SAINTE MARIE A PY, a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de carte communale de la commune de SAINTE MARIE A PY.

La carte communale a pour but de définir les zones constructibles et non constructibles de la commune.

Monsieur VIGNON Claude domicilié à HEUTREGIVILLE (Marne) exerçant la profession d'Officier Armée de l'Air en retraite a été désigné en qualité de commissaire enquêteur.

Le dossier de carte communale sera déposé à la mairie de SAINTE MARIE A PY pendant 30 jours consécutifs aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie du 18 février 2016 au 18 mars 2016.

Plus, Chacun pourra prendre connaissance du dossier et soit consigner ses observations sur le registre d'enquête, soit les adresser par écrit au commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur recevra à la mairie de SAINTE MARIE A PY :

Jeu 18 février de 9 h à 11 h – Samedi 27 février de 9 h à 12 h –
Mardi 8 mars de 15 h à 17 h – Vendredi 18 mars de 15 h à 17 h

A l'issue de l'enquête publique, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie.

Un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant au projet de carte communale est consultable en mairie.

Au terme de cette enquête, le conseil communautaire approuvera la carte communale par délibération et le préfet par arrêté préfectoral.

Pour toutes informations complémentaires, merci de contacter Mme Chocardelle, maire de la commune. Toute personne peut, sur demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès du maire.

**COMMUNAUTE DE
COMMUNES DE SUIPPE
ET VESLE
COMMUNE DE SAINTE
MARIE A PY**

**AVIS D'ENQUÊTE
PUBLIQUE
SUR LE PROJET
DE CARTE
COMMUNALE**

Par arrêté n°2016/01 en date du 22 JANVIER 2016 le président de la COMMUNAUTE DE SUIPPE ET VESLE, après l'accord de la commune de SAINTE MARIE A PY, a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de carte communale de la commune de SAINTE MARIE A PY.

La carte communale a pour but de définir les zones constructibles et non constructibles de la commune.

Monsieur VIGNON Claude domicilié à HEUTREGIVILLE (Mame) exerçant la profession d'Officier Armée de l'Air en retraite a été désigné en qualité de commissaire enquêteur.

Le dossier de carte communale sera déposé à la mairie de SAINTE MARIE A PY pendant 30 jours consécutifs aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie du 18 février 2016 au 18 mars 2016 inclus. Chacun pourra prendre connaissance du dossier et soit consigner ses observations sur le registre d'enquête, soit les adresser par écrit au commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur recevra à la mairie de SAINTE MARIE A PY :
Jeudi 18 février de 9 h à 11 h - samedi 27 février de 9 h à 12 h - mardi 8 mars de 15 h à 17 h - vendredi 18 mars de 15 h à 17 h

A l'issue de l'enquête publique, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie.

Un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant au projet de carte communale est consultable en mairie.

Au terme de cette enquête, le conseil communautaire approuvera la carte communale par délibération et le préfet par arrêté préfectoral.

Pour toutes informations complémentaires, merci de contacter Mme Chocardelle, maire de la commune. Toute personne peut, sur demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès du maire.

ANNONCES LEGALES

VENDREDI 29 JANVIER 2016 - LA MARNE AGRICOLE

(Vie n° 7)

Enquêtes publiques

Communauté de Communes
de Suippe et Vesle
Commune de Sainte-Marie-à-Py

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE CARTE COMMUNALE

Par arrêté n° 2016/01 en date du 22 janvier 2016 le président de la Communauté de Suippe et Vesle, après l'accord de la Commune de Sainte-Marie-à-Py, a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de carte communale de la Commune de Sainte-Marie-à-Py.

La carte communale a pour but de définir les zones constructibles et non constructibles de la commune.

Monsieur VIGNON Claude domicilié à Heutragiville (Marne) exerçant la profession d'officier armée de l'air en retraite a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Le dossier de carte communale sera déposé à la Mairie de Sainte-Marie-à-Py pendant 30 jours consécutifs aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie du 18 février 2016 au 18 mars 2016 inclus. Chacun pourra prendre connaissance du dossier et soit consigner ses observations sur le registre d'enquête, soit les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur recevra à la Mairie de Sainte-Marie-à-Py :

- jeudi 18 février de 9 h à 11 h,
- samedi 27 février de 9 h à 12 h,
- mardi 8 mars de 15 h à 17 h,
- vendredi 18 mars de 15 h à 17 h.

À l'issue de l'enquête publique, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public à la Mairie.

Un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant au projet de carte communale est consultable en Mairie.

Au terme de cette enquête, le Conseil communautaire approuvera la carte communale par délibération et le préfet par arrêté préfectoral.

Pour toutes informations complémentaires, merci de contacter Mme Chocardelle, maire de la Commune. Toute personne peut, sur demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès du maire.

1344186800

**RTE Réseau de transport
d'électricité
Ligne à 225.000 volts
Marolles-Révinny
du support n°204**



(Vire n° +)

COMMUNAUTE DE
COMMUNES DE SUIPPE
ET VESLE
COMMUNE DE SAINTE
MARIE A PY

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE CARTE COMMUNALE

Par arrêté n°2016/01 en date du 22 JANVIER 2016 le président de la COMMUNAUTE DE SUIPPE ET VESLE, après l'accord de la commune de SAINTE MARIE A PY, a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de carte communale de la commune de SAINTE MARIE A PY.

La carte communale a pour but de définir les zones constructibles et non constructibles de la commune.

Monsieur VIGNON Claude domicilié à HEUTREGIVILLE (Marne) exerçant la profession d'Officier Armée de l'Air en retraite a été désigné en qualité de commissaire enquêteur.

Le dossier de carte communale sera déposé à la mairie de SAINTE MARIE A PY pendant 30 jours consécutifs aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie du 18 février 2016 au 18 mars 2016 inclus. Chacun pourra prendre connaissance du dossier et soit consigner ses observations sur le registre d'enquête, soit les adresser par écrit au commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur recevra à la mairie de SAINTE MARIE A PY :
Jeudi 18 février de 9 h à 11 h - samedi 27 février de 9 h à 12 h - mardi 8 mars de 15 h à 17 h - vendredi 18 mars de 15 h à 17 h.

A l'issue de l'enquête publique, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public à la mairie.

Un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant au projet de carte communale est consultable en mairie.

Au terme de cette enquête, le conseil communautaire approuvera la carte communale par délibération et le préfet par arrêté préfectoral.

Pour toutes informations complémentaires, merci de contacter Mme Chocardelle, maire de la commune. Toute personne peut, sur demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès du maire.



A G R I C O L E

LA MARNE

REUSSIR

3,90 Euros - www.la-marne-agricole.com

ISSN 0758-5691

N° 3207 - 19 Février 2016

Communauté de Communes
de Suippe et Vesle
Commune de Sainte-Marie-à-Py

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE CARTE COMMUNALE

Par arrêté n° 2016/01 en date du 22 janvier 2016 le président de la Communauté de Suippe et Vesle, après l'accord de la Commune de Sainte-Marie-à-Py, a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur le projet de carte communale de la Commune de Sainte-Marie-à-Py.

La carte communale a pour but de définir les zones constructibles et non constructibles de la commune.

Monsieur VIGNON Claude domicilié à Heutréguville (Marne) exerçant la profession d'officier armée de l'air en retraite a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Le dossier de carte communale sera déposé à la Mairie de Sainte-Marie-à-Py pendant 30 jours consécutifs aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie du 18 février 2016 au 18 mars 2016 inclus. Chacun pourra prendre connaissance du dossier et soit consigner ses observations sur le registre d'enquête, soit les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur recevra à la Mairie de Sainte-Marie-à-Py :

- jeudi 18 février de 9 h à 11 h,
- samedi 27 février de 9 h à 12 h,
- mardi 8 mars de 15 h à 17 h,
- vendredi 18 mars de 15 h à 17 h.

À l'issue de l'enquête publique, le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public à la Mairie.

Un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant au projet de carte communale est consultable en Mairie.

Au terme de cette enquête, le Conseil communautaire approuvera la carte communale par délibération et le préfet par arrêté préfectoral.

Pour toutes informations complémentaires, merci de contacter Mme Chocardelle, maire de la Commune. Toute personne peut, sur demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès du maire.

1344168800



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfet de la Marne



VIGNON Claude
Commissaire Enquêteur
22, rue de la Suippe
51110 HEUTREGIVILLE

Tél : 06 83 29 91 27
Yvette.vignon @ free.fr

**COMPTE RENDU DE LA REUNION DE CONCERTATION PREALABLE
PREVUE PAR L'ARTICLE 123-9 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

Le 06 janvier 2016, en mairie de SAINTE MARIE A PY, j'ai rencontré madame Brigitte CHOCARDELLE, Maire de la commune, afin de préparer l'enquête visée ci-dessus, pour laquelle le Président du Tribunal Administratif de CHALONS EN CHAMPAGNE m'a désigné comme Commissaire Enquêteur titulaire et monsieur André VAN COMPERNOLLE en qualité de commissaire enquêteur suppléant par décision N° E15000205/51 du 22 décembre 2015.

1) Constitution du dossier qui sera soumis à l'enquête :

- La délibération n° 25/2008 du 08 juillet 2008
- Un dossier de présentation ;
- Un dossier comprenant les avis des personnes associées (Service Economie Agricole et Développement Rural – La Chambre d'Agriculture de la Marne – Le Centre Régional de la Propriété Forestière de Champagne-Ardenne – La Direction Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) ;
- La liste des servitudes d'utilité publique ;
- La définition des périmètres de protection du captage destiné à l'alimentation en eau potable de la commune ;
- Le plan graphique des Servitudes ;
- Le plan de zonage au 10000° de la carte communale ;
- Le plan de zonage au 2000° de la carte communale ;
- Le plan de zonage, réseaux et autres informations au 2000°.

2) Historique de la procédure et visite des lieux :

Madame le Maire me fait l'historique de ce dossier, dont je me fais préciser divers aspects juridiques, administratifs et techniques.

L'étude d'élaboration de la carte communale a été réalisée par le bureau d'études E3C de la SAFER CHAMPAGNE-ARDENNES, maison des Agriculteurs 2, rue Léon Fatoux 51664 REIMS Cédex 2.

Les objectifs de la commune sont les suivants :

- Augmenter et pérenniser le nombre d'habitants en accueillant de nouvelles familles ;

- Maîtriser son urbanisation et la développer de façon modérée en privilégiant une urbanisation en lien avec le bâti existant, tout en souhaitant poursuivre la légère dynamique démographique observée ;
- Se doter d'un document d'urbanisme : la mise en place de la Carte Communale va surtout permettre de clarifier toute future autorisation d'urbanisme à l'avenir sur la commune et d'empêcher un développement anarchique qui n'aurait aucun lien avec le tissu urbain existant. Il ne s'agit donc pas de dégager de nombreux terrains constructibles mais plutôt d'offrir des opportunités constructibles.

La commune de SAINTE MARIE A PY pense atteindre un développement optimum d'environ 234 habitants d'ici les dix ans à venir. Elle souhaiterait poursuivre son attractivité.

Madame le Maire m'a fait part de l'enquête demandée par la Communauté de Communes de la Région de Suippes, en vue de la déclaration d'utilité publique (D.U.P) des périmètres de protection de la source située sur le territoire de sa commune (délibération n° 2012/35 du 29 mars 2012).

Ce captage est destiné à l'alimentation en eau potable des habitants de la commune.

La commune abrite une ZNIEFF et avoisine des zones NATURA 2000. A ce titre, il convient de protéger ces zones riches pour le développement de la biodiversité faunistique, floristique mais aussi écologique.

Une zone inondable est également répertoriée dans le village au niveau de la zone d'expansion des crues de la Py.

Une sensibilité forte et très forte d'inondation par remontée de nappe sur le village de SAINTE MARIE A PY et au nord-ouest du finage.

Avec Madame le maire, j'ai pris connaissance des extensions de zones constructibles envisagées, au regard des constructions récentes notamment.

A l'issue de notre entretien, monsieur Alain CAILLET, maire adjoint, m'a fait une visite complète de la commune.

3) Organisation de l'enquête :

J'ai demandé à madame le Maire :

- De prendre l'arrêté municipal prescrivant l'enquête, en rappelant que les noms et qualités du commissaire enquêteur et de son suppléant doivent y être mentionnés ;
- D'apposer l'affichage en mairie ;
- De faire les avis dans la presse, deux journaux différents (première parution 15 jours avant l'enquête, deuxième parution huit jours après le début de l'enquête) ;
- Le registre d'enquête a été ouvert, côté et paraphé par mes soins, les dates de permanence inscrites.

4) Arrêté non conforme :

Les statuts de la Communauté de Communes de Suippe et Vesle en date du 19 octobre 2015 stipule dans ses compétences obligatoires ;

Aménagement de l'espace communautaire :

- Participation à la mise en place et à la gestion d'un pays et à l'élaboration d'une chartre intercommunale de développement et d'aménagement ;

- Elaboration, révision et gestion de Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) et schéma de secteur ;
- Etudes relatives à l'aménagement et au développement des territoires ;
- Elaboration et suivi d'un plan local d'urbanisme intercommunal.

En conséquence l'arrêté n° 01/2016 du 06 janvier 2016 de la commune de SAINTE MARIE A PY est abrogé.

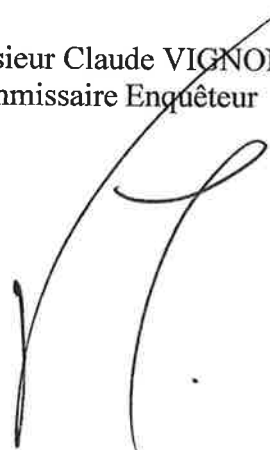
L'arrêté n° 01/2016 du 22 janvier 2016 de la communauté de communes de SUIPPE et Vesle prescrivant l'enquête publique sur le projet de carte communale de la commune de SAINTE MARIE A PY est à prendre en compte.

Les nouvelles dates de permanences :

- Jeudi 18 février 2016 de 09h00 à 11h00
- Samedi 27 février 2016 de 09h00 à 12h00
- Mardi 08 mars 2016 de 15h00 à 17H00
- Vendredi 18 mars 2016 de 15H00à 17H00

Heutréguville, le 30 janvier 2016

Monsieur Claude VIGNON
Commissaire Enquêteur





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MARNE

(l'ice n'y)
Reçu en mairie
le 11/03/2016

Direction départementale des Territoires

Service Urbanisme -
Cellule Planification et Légimité -
Pôle Opérationnel

Châlons-en-Champagne, le 21.03.2016

Le Directeur Départemental des Territoires

à

Liste in fine

Référence : Article L 132-2 du code de l'urbanisme

Affaire suivie par : Sébastien Briche
sebastien.briche@marne.gouv.fr
Tél. 03 26 05 66 83 - Fax : 03 26 47 52 41
Objet : Porter à connaissance - Additif

Votre conseil municipal a prescrit l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme ou d'une Carte Communale sur l'ensemble du territoire de la commune.

Aussi, en application de l'article L 132.2 du Code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance une information nécessaire à l'exercice de vos compétences en matière d'urbanisme, complétant les premiers éléments transmis dans le cadre du Porter à Connaissance initial.

Cet additif au Porter à Connaissance ci-joint est à transmettre à votre bureau d'études en charge de l'élaboration de votre document d'urbanisme.

Il fait suite à l'approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie modifié (SDAGE) le 1^{er} décembre 2015, du Plan de Gestion du Risque Inondation du bassin Seine-Normandie (PGRI) le 7 décembre 2015, du schéma régional de cohérence écologique de Champagne-Ardenne (SRCE) le 8 décembre 2015, ainsi qu'à la mise à jour de la note méthodologique régionale sur « l'Intégration de l'enjeu zones humides dans les documents d'urbanisme en Champagne-Ardenne » et des cartographies régionales non exhaustives recensant les zones humides.

Les services de la Direction Départementale des Territoires de la Marne se tiennent à votre disposition pour vous apporter toute précision que vous souhaiteriez obtenir.

Le Directeur Départemental des Territoires
Adjoint

Sylvestre DELCAMBRE

PJ : Fiche additif-PAC

Liste des destinataires

Plan Local d'Urbanisme : Madame, Monsieur le Maire de la commune de :

1. Allemant	26. Etoges	51. Sacy
2. Baslieux-les-Fismes	27. Fagnieres	52. Saint-Thierry
3. Beaumont-sur-Vesle	28. Fleury-la-Riviere	53. Sarcy
4. Bermericourt	29. Grauves	54. Sept-Saulx
5. Bezannes	30. Haussimont	55. Sermiers
6. Bisseuil (Ay-Champagne)	31. Heutregiville	56. Suippes
7. Bouilly	32. Jonchery-sur-Vesle	57. Tauxieres-Mutry (Val de livre)
8. Bouleuse	33. Lachy	58. Thibie
9. Bourgogne	34. Lavannes	59. Tinquieux
10. Branscourt	35. Ludes	60. Trepail
11. Brimont	36. Mailly-Champagne	61. Trois-Puits
12. Chalons-en-Champagne	37. Merfy	62. Troissy
13. Chamery	38. Les Mesneux	63. Vandeuil
14. Champillon	39. Moeurs-Verdey	64. Vertus
15. Chenay	40. Montbre	65. Verzy
16. Chepy	41. Mourmelon-le-Petit	66. Ville-en-Selve
17. Chigny-les-Roses	42. Muizon	67. Ville-en-Tardenois
18. Coulommies-la-montagne	43. Ormes	68. Villers-Allerand
19. Courlandon	44. Pargny-les-reims	69. Villers-aux-Noeuds
20. Cumieres	45. Passy-Grigny	70. Vinay
21. Damery	46. Les Petites-Loges	71. Vrigny
22. Dizy	47. Plivot	72. Magenta
23. Dormans	48. Puisieux	73. Witry-les-reims
24. Ecuil	49. Reims	
25. Epernay	50. Rosnay	

Carte Communale : Madame, Monsieur le Maire de la commune de :

74. Allemanche-launay-et-soyer	88. Gizaucourt	102. Saudoy
75. Aouigny	89. Heiltz-l'evêque	103. Sogny-en-l'angle
76. Bassu	90. Jussecourt-minecourt	104. Sommepey-tahure
77. Bassuet	91. Lagery	105. Somme-yevre
78. Baye	92. Marfaux	106. Vadenay
79. Belval-sous-chatillon	93. Outines	107. Valmy
80. Bignicourt-sur-saulx	94. Poix	108. Vatry
81. Le buisson	95. Ponthion	109. Vanault-le-chatel
82. Champlat-et-boujacourt	96. Potangis	110. Vernancourt
83. La chapelle-felcourt	97. Reuves	111. Villers-en-argonne
84. Connantray-vaurefroy	98. Saint-jean-devant-possesse	112. Villers-le-chateau
85. Contault	99. Saint-lumier-en-champagne	113. Villers-le-sec
86. Val-de-viere	100. Saint-lumier-la-populeuse	
87. Elise-daucourt	101. Sainte-marie-a-py	

Copie EPCI Compétents : Madame, Monsieur le Président de la communauté de communes de :

1. Côtes de Champagne et Saulx
2. Suippe et Vesle
3. Perthois-Bocage et Der

Copie Communes Nouvelles Compétentes : Madame, Monsieur le Maire de la commune de :

1. Ay-Champagne
2. Val-de-Livre

contenu du message

de	"Benedicte COLIN" <Benedicte.COLIN@safer-cha.fr>
à	
date	15/03/16 19:38
objet	Carte communale SAINTE MARIE À PY et ÉLISE DAUCOURT

Bonjour,

Pour faire court, en ce qui concerne l'additif du porter à connaissance et plus particulièrement les zones humides ;

Après entretien avec la DDT ce jour suite à mes questions : étant donné que l'enquête publique est en cours ou terminée il n'est pas possible d'en tenir compte pour ces deux cartes communales.

Cordialement,
Bénédicte Colin

Envoyé depuis mon mobile Orange

PROCES VERBAL DE SYNTHESE

En application :

- Vu le décret n° 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement.
- Vu l'article R 123-18 du code de l'environnement en date du 01 juin 2012.

Référence :

- La délibération n°2008/25, Prescription de la carte communale de SAINTE MARIE A PY en date du 08 juillet 2008.
- L'arrêté n° 2016/01, prescrivant l'enquête publique sur le projet de la carte communale de SAINTE MARIE A PY en date du 22 janvier 2016 de la communauté de Communes de Suippe et Vesle.

Nature de l'enquête :

- Article L 110 du code de l'urbanisme.

Objet de l'enquête :

- l'élaboration de la carte communale de SAINTE MARIE A PY, conformément à l'article L.124-1 du code de l'urbanisme, les communes qui ne sont pas dotées d'un plan local d'urbanisme peuvent élaborer, le cas échéant dans le cadre de groupements intercommunaux, une carte communale (précisant les modalités d'application des règles générales d'urbanisme prises en application de l'article L.111-1) permettant de suspendre la règle de constructibilité limitée. Ainsi les permis de construire sont délivrés sur le fondement du Règlement National d'Urbanisme défini par le code de l'urbanisme.

OBSERVATIONS

Permanence du mardi 08 mars 2016

A mon arrivée à la permanence, j'ai eu connaissance du courrier de la Direction Départementale des Territoires, service urbanisme en date du 02 mars 2016, arrivé en mairie de SAINTE MARIE A PY le 07 mars 2016, concernant l'article L 132-2 du code de l'urbanisme.

Il fait suite à l'approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie modifié (SDAGE) le 01 décembre 2015, du plan de gestion de risque inondation du bassin Seine-Normandie (PGRI) le 07 décembre 2015, du plan régional de cohérence écologique de Champagne-Ardenne (SRCE) le 08 décembre 2015, ainsi qu'à la mise à jour de la note méthodologique régionale sur « l'intégration de l'enjeu zones humides dans les documents d'urbanisme en Champagne-Ardenne » et des cartographies régionales non exhaustives recensant les zones humides.

J'ai téléphoné à madame Bénédicte COLIN du bureau d'études E3C SAFER, qui n'était pas détentrice de ce document. Après quelques échanges, j'ai sollicité cette dernière pour obtenir la cartographie des zones humides et à dominance humides de la commune à ma prochaine permanence.

J'ai demandé madame Brigitte CHOCARDELLE, maire de la commune d'envoyer le courrier concernant l'article L 132-2 du code de l'urbanisme à son bureau d'études en charge de l'élaboration de la carte communale.

Il est impératif que le document d'urbanisme soit compatible avec le schéma départemental d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Seine-Normandie (SDAGE).

Les collectivités ont l'obligation réglementaire d'identifier et de protéger les zones humides présentes sur leur territoire lors de l'élaboration ou de la révision d'un document d'urbanisme.

Aucune visite, ni déposition écrite sur le registre d'enquête publique.

Permanence du vendredi 18 mars 2016

J'ai pris connaissance du mail de madame Bénédicte COLIN du bureau d'études E3C SAFER en date du 15 mars 2016, suite à notre entretien lors de ma permanence du mardi 08 mars 2016 qui stipule :

**Je cite ses propos « Pour faire court, en ce qui concerne l'additif du porter à connaissance et plus particulièrement les zones humides ;
Après entretien avec la DDT ce jour suite à mes questions : étant donné que l'enquête publique est en cours ou terminée il n'est pas possible d'en tenir compte pour ces deux cartes communales.**

J'ai également examiné les cartographies des zones humides.

J'ai reçu madame Agnès DUJARDIN née THIEBAUT demeurant 32b, rue du Mont Thierçon à Sommepy Tahure 51600, me demandant le zonage de ses parcelles C 275 et C 276 dans la carte communale.

Aucune déposition écrite sur le registre d'enquête publique.

Conclusion du Commissaire enquêteur :

Une seule question orale, dont voici l'explication à ma réponse : Les parcelles C 275 et C 276 sont classées en zones inondables sur le plan de zonage, réseaux et autres informations au 2000^e, elles ne sont donc pas constructibles.

Dans le rapport de présentation, page 49, il est précisé en 1.5.1 Risque Naturel et Technologique, une zone inondable est également répertoriée dans le village au niveau de la zone d'expansion des crues de la Py.

Remis au maître d'ouvrage le vendredi 25 mars 2016, ce dernier dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Notification le : 25/03/2016



Le Commissaire Enquêteur
Claude VIGNON

(Vice n°12)



Mairie de Sainte Marie à Py
Place Jean Louis Deville
51600 Sainte Marie à Py

☎ : 03.26.66.82.11 /Fax : 09.70.62.54.05
courriel : communesaintemarieapy@wanadoo.fr

Monsieur Claude Vignon
22 rue de la Suippe
51110 Heutrégiville

Sainte Marie à Py, le 29 mars 2016

Objet ; Réponse au procès verbal de synthèse concernant la carte communale de la commune de Sainte Marie à Py.

Monsieur, Le Commissaire enquêteur,

Suite au procès-verbal de synthèse reçu le vendredi 25 mars 2016, la commune de Sainte Marie à Py prend note que la cartographie des zones humides ou dominance humides n'a pas été prise en compte étant donné que l'enquête publique était en cours lors de la restitution des documents.

Par contre, les zones citées seront exploitées lors de l'élaboration du PLUI réalisé par la Communauté de Communes de Suippe et Vesle.

Je vous prie de croire, Monsieur le commissaire enquêteur, en l'expression de mes sincères salutations.

Le Maire,

Brigitte CHOCARDELLE

